

---

## Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis les années 1950

Frederick Cooper

---

### Citer ce document / Cite this document :

Cooper Frederick. Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis les années 1950. In: Politix, vol. 17, n°66, Deuxième trimestre 2004. L'Etat colonial. pp. 17-48;

doi : <https://doi.org/10.3406/polix.2004.1015>

[https://www.persee.fr/doc/polix\\_0295-2319\\_2004\\_num\\_17\\_66\\_1015](https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_2004_num_17_66_1015)

---

Fichier pdf généré le 10/04/2018

## Abstract

Decolonizing Situations: The Rise, Fall... and Rise of Colonial Studies, 1951-2001

Frederick Cooper

Paradoxically, when colonial issues were acute in the decade following Balandier's brilliantly incisive article of 1951 on the "colonial situation", scholars were less interested in studying colonialism than in examining the struggle against it and the possibilities that ending it would open up: modernization, urbanization, industrialization. Interest in exploring colonialism was renewed in the 1980s when colonialism was no longer on the political agenda. The paper explores a fifty year period in which the colonial situation faded into and out of view (looking at alternative perspectives on colonized and formerly colonized societies) and it asks about the significance of the renewed interest in colonialism in an age when colonial rule is no longer a live political issue.

## Résumé

Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis le début des années 1950

Frederick Cooper

Paradoxalement, dans la décennie qui suivit la publication de l'article à la fois brillant et pénétrant de Georges Balandier sur la « situation coloniale » en 1951, dans une période où les questions coloniales étaient vivement débattues, les chercheurs en sciences sociales se sont consacrés moins à l'étude du colonialisme qu'à celle des luttes anticoloniales et des possibilités ouvertes par la décolonisation - à savoir la modernisation, l'urbanisation et l'industrialisation. Or, dans les années 1980, à un moment où le colonialisme avait disparu de l'univers des possibles politiques, on a pu constater un regain d'intérêt pour l'étude du fait colonial. Cet article explore une période de cinquante ans durant laquelle la notion de « situation coloniale » a été successivement mise en avant puis abandonnée : il suggère à chaque fois des manières alternatives d'envisager les colonies et les ex-colonies, puis analyse les enjeux et la portée du regain d'intérêt pour l'étude du colonialisme à une époque où l'ordre colonial n'est plus un problème politique d'actualité.

# Grandeur, décadence... et nouvelle grandeur des études coloniales depuis le début des années 1950\*

Frederick COOPER

Quand Georges Balandier a publié son article sur « la situation coloniale » en 1951, les empires coloniaux étaient au centre d'importants débats. Vingt ans plus tard, dans les années 1970, le colonialisme n'était plus une forme d'organisation politique légitime. Ce qui, dans les relations internationales, restait du domaine du « colonial » se présentait sous un jour nouveau. La multiplication des recherches sur les sociétés coloniales dans les années 1980 et 1990 apparaît donc comme paradoxale. L'absence de suites données au brillant article de G. Balandier dans les deux décennies qui ont suivi sa publication ne l'est pas moins. Pendant des décennies, les opinions publiques européennes, y compris celles de gauche, avaient une attitude ambivalente à l'égard du colonialisme. Dans les années 1950 et 1960, il fut l'objet d'attaques mais pas d'analyses rigoureuses. C'était avant tout l'Algérie qui mobilisait l'attention des intellectuels et chercheurs français de l'époque. Leurs débats portaient surtout sur les injustices commises par la France, en tant que puissance

---

\* Traduit de l'Américain par E. Saada. Cet article est la traduction d'une contribution de Frederick Cooper au numéro spécial de la revue *French Politics, Culture and Society*, 20 (2), 2002, consacré au cinquantième anniversaire de la publication d'un article de Georges Balandier (Balandier (G.), « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 51, 1951). Cet article, qui a été l'objet de récentes relectures dans le domaine des études coloniales, sert ici de point de départ à une réflexion historiographique sur l'évolution de ce champ depuis 1951 [NdT].

coloniale et agent d'une répression brutale. Un certain nombre d'entre eux ont ouvert un débat plus riche sur la possibilité d'une alternative entre une réforme de l'intérieur du système et l'accession à l'indépendance, et sur les problèmes qui découleraient de chacune de ces éventualités<sup>1</sup>. Mais, sur le plan analytique, G. Balandier a peut-être eu la victoire trop facile : une fois la situation coloniale définie, il était possible de l'identifier, de la circonscrire, et – en quelques courtes années – de la dépasser.

Dans les années 1950, le sort de l'Afrique noire était au centre des préoccupations d'une partie de l'opinion de gauche pour laquelle les projets humaniste, socialiste, ou révolutionnaire formulés en Europe pouvaient être porteurs de progrès pour le monde colonisé. Certains se sont ardemment battus pour l'extension de la citoyenneté française, de l'éducation et du développement. Parfois, les mouvements anticoloniaux en Afrique se sont appropriés ces objectifs plutôt que de revendiquer une souveraineté nationale comme seule alternative à l'Empire. Les intellectuels africains et européens ont relevé le défi posé par la célèbre formule de Léopold Sédar Senghor – selon laquelle les Africains devaient assimiler ce que l'Europe avait à offrir mais sans se laisser assimiler – et se sont surtout interrogés sur la compatibilité entre les valeurs universelles de liberté et de progrès social et les spécificités de la culture africaine. Dans les années 1950 et 1960, les grandes questions qui mobilisaient les chercheurs, surtout en anthropologie et en sociologie, étaient les « -isations » : modernisation, urbanisation, industrialisation. G. Balandier lui-même tourna son attention dans cette direction, non pas pour célébrer ces processus mais pour les envisager de manière critique. La recherche universitaire ne se donnait plus, alors, les moyens d'envisager le colonialisme dans le sens proposé par l'article de G. Balandier : en tant que relation de pouvoir, résultant d'une histoire particulière et avec des significations profondes mais complexes aux plans social, économique, politique et culturel<sup>2</sup>. Au plus fort du combat pour la décolonisation, et en particulier pendant la guerre d'Algérie, les intellectuels considéraient le colonialisme exclusivement comme un obstacle à écarter. Ce qui mobilisait les esprits, c'était son élimination et les conséquences de celles-ci, non la compréhension du fait colonial lui-même. Nombreux étaient

---

1. Parmi les spécialistes de l'Afrique du Nord qui ont le plus contribué à la lutte contre la colonisation, on peut citer Charles-André Julien, Jean Dresch et Jacques Berque. Des journaux ont également joué un rôle important, au rang desquels figurent *Les Temps Modernes*, *Esprit* et *Présence africaine*.

2. La trajectoire de Pierre Bourdieu est à cet égard exemplaire. Il a mené ses premières recherches en Algérie à la fin des années 1950 à la suite de son service militaire sur place. Elles portaient sur les conditions économiques et sociales dans le contexte de la guerre et de la décolonisation. Dans le premier chapitre de son livre sur les travailleurs algériens, il empruntait la notion de « situation coloniale » à Balandier. Cf. Bourdieu (P.), *Sociologie de l'Algérie*, Paris, PUF, 1958 et *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton, 1963. Si ces premières recherches ont largement informé le reste de son œuvre, ses travaux ultérieurs n'aborderont plus directement l'Algérie ni le fait colonial.

ceux qui pensaient que tout ce qu'ils avaient à en connaître était ses horreurs et qu'un texte de Frantz Fanon y suffisait. Pour un certain nombre d'historiens, à trop étudier le colonialisme, on participait à la vaste mystification qui faisait de l'histoire des Blancs la seule véritable histoire de l'Afrique. Or les nouvelles nations avaient besoin d'une nouvelle histoire, précoloniale ou anticoloniale.

Le regain d'intérêt pour les études coloniales dans les années 1980 demande donc à être expliqué. Il est évident qu'il reflète les échecs des projets de modernisation, qu'ils soient d'inspiration libérale ou radicale. Selon certains auteurs, le courant qui s'est lui-même qualifié de « théorie postcoloniale » reflète la prise de conscience de ce que les sociétés coloniales n'étaient pas une simple conséquence de l'expansionnisme européen que l'on pouvait clairement isoler et, à terme, effacer. Au contraire, l'intégration d'une grande partie de la population mondiale dans des relations de pouvoir physiques, politiques, et culturelles dominées par l'Europe a profondément informé l'histoire européenne tout autant que l'histoire afro-asiatique. Depuis quelques décennies, la présence de plus en plus importante d'intellectuels originaires des anciennes colonies dans des institutions universitaires et littéraires prestigieuses, en Europe, aux Etats-Unis et en Australie a conduit à ouvrir un débat sur la centralité de l'expérience coloniale dans l'histoire mondiale. Et la visibilité sociale accrue des immigrants coloniaux en Europe, qui a d'ailleurs une histoire bien plus longue qu'on ne le croit souvent, permet de souligner que les situations coloniales ne sont limitées ni dans le temps ni dans l'espace, qu'elles font partie de l'histoire du présent, aussi bien à Londres qu'à Calcutta.

De manière plus critique, on pourrait souligner que les études coloniales voient leur position se renforcer au moment même où les intellectuels nourrissent de moins en moins d'illusions quant à leur capacité d'influer sur les transformations sociales. Considérer que la production des inégalités raciales et culturelles et l'exclusion sont au cœur de « la rationalité héritée des Lumières », comme le font les auteurs les plus radicaux, revient à condamner toute possibilité d'action. Ces prises de position privilégient la seule dimension critique du rôle social de l'intellectuel. Mon objectif ici est de soulever plutôt que de résoudre des problèmes. On pourrait faire une histoire intellectuelle précise des travaux sur le colonialisme, mais ce n'est pas ce que je propose non plus. Mon objectif est de lancer une réflexion et un débat sur la place de la réflexion sur la « situation coloniale », qui a été successivement « dans » puis « en dehors » du champ intellectuel. Je m'intéresserai particulièrement à l'évolution des perspectives et essaierai de comprendre pourquoi certaines questions ont été posées dans des conjonctures spécifiques.

## La fin des empires et la marginalisation des études coloniales

L'article de G. Balandier en 1951 est remarquable en ce qu'il suggérait une nouvelle direction pour la tradition sociologique. Il insistait sur la nécessité de considérer le problème colonial dans l'après-guerre comme une « totalité ». La nouveauté résidait avant tout dans celle de l'objet d'analyse : il ne s'agissait plus du groupe ethnique, entité privilégiée par les anthropologues de son temps<sup>3</sup>, mais d'une réalité sur laquelle s'exerçait réellement un pouvoir, et qui pourtant devait être analysée de manière globale, à la façon des anthropologues. L'accent devait être placé non plus sur la parenté ou la sorcellerie, mais sur la conquête militaire, l'exploitation économique et l'idéologie raciste. La prise en compte de la dimension historique n'était pas moins importante : la colonisation était un processus historique spécifique et la crise de l'après-guerre révélait « l'ensemble des relations existant entre société coloniale et colonisée, entre les cultures animées par chacune d'elles [...], des moments où l'antagonisme et la distance existant entre celles-ci sont maxima<sup>4</sup> ». Comme G. Balandier l'a plus tard précisé, cette nouvelle orientation trouvait son origine dans les débats initiés par Marcel Mauss qui proposait avant la guerre d'étudier les sociétés, non pas comme des formes fixes, mais comme des « phénomènes sociaux totaux » vivants et animés d'un constant dynamisme. Cette orientation devait également beaucoup à l'expérience de la guerre et à l'urgence de la « situation » historique qu'elle imposait<sup>5</sup>.

L'ouvrage de Max Gluckman, *Analysis of a Social Situation in Modern Zululand*, initialement publié en 1940, fait écho à la réflexion de G. Balandier qui le cite dans son texte de 1951<sup>6</sup>. M. Gluckman remettait en cause la notion de « groupe ethnique » comme entité fermée sur elle-même et proposait de considérer en même temps Blancs et Noirs, agents de l'administration coloniale et sujets. Il s'agissait là d'un travail d'analyse micropolitique d'une situation coloniale, alors que G. Balandier portait la réflexion sur la macropolitique de la situation coloniale. A relire ces deux essais un demi-siècle plus tard, je suis frappé par l'espace qu'ils ouvraient pour l'analyse des relations de pouvoir dans les sociétés coloniales. Ils suggéraient également d'adapter l'analyse aux relations dans lesquelles leurs objets étaient pris. Ils anticipaient ainsi certains des meilleurs travaux

---

3. Balandier a évoqué plus tard sa découverte d'une Afrique « différente de celle qui m'avait été enseignée par les maîtres ès sociétés primitives » au cours de son travail de terrain après la guerre, d'abord auprès des intellectuels de Dakar puis des classes populaires urbaines. Sur ce point, cf. Balandier (G.), *Histoire des autres*, Paris, Stock, 1977, p. 52.

4. Balandier (G.), « La situation coloniale », art. cité, p. 79.

5. Balandier (G.), « La situation coloniale : ancien concept, nouvelle réalité », *French Politics, Culture and Society*, 20 (2), 2002.

6. Gluckman (M.), *Analysis of a Social Situation in Modern Zululand*, Manchester, Manchester University Press, 1958 [1940].

d'anthropologie et d'histoire des vingt dernières années et montraient que l'anthropologie n'était pas irrémédiablement condamnée par sa fascination pour le « lot du sauvage<sup>7</sup> ». En comparaison des travaux récents qui posent une vague réciprocité entre « le local » et « le global », les concepts de l'anthropologie des années 1950 comme celui de « situation », de « champ social », et de « réseau » permettaient d'analyser des mouvements et des transferts à large échelle<sup>8</sup>. L'article de G. Balandier insistait sur le fait que ces processus ne pouvaient être analysés en termes de « contact culturel » – selon la formule de Bronislaw Malinowski – mais étaient liés à des relations de pouvoir. L'anthropologie situationnelle a trouvé son développement le plus abouti dans les travaux des anthropologues sur la « Copperbelt » dans les années 1950, en particulier ceux d'A. L. Epstein, de J. Clyde Mitchell et de M. Gluckman lui-même. Au cœur de leurs préoccupations se trouvait la notion de « situation » prise ici davantage au sens de M. Gluckman que de G. Balandier : ils analysaient la façon dont les migrants constituaient, dans les villes minières, des ensembles de relations sociales distinctes de celles qui prévalaient dans leurs villages d'origine<sup>9</sup>. Ce faisant, ils ouvraient de nouveaux champs à l'analyse anthropologique mais ils éliminaient aussi une dimension centrale de l'article de G. Balandier. L'analyse de la situation coloniale était délaissée au profit de celle du processus de changement socio-économique.

### *Moderniser la situation coloniale*

A partir de 1955, G. Balandier lui-même a placé l'urbanisation au centre de sa réflexion sur le changement social. Dans une série d'études, culminant avec sa *Sociologie des Brazzavilles noires*<sup>10</sup>, il a dépeint les conditions de vie précaires, la grande mobilité des individus, la destruction des structures de

---

7. Trouillot (M.-R.), "Anthropology and the Savage Slot: The Poetics and Politics of Otherness", in Fox (R.), ed., *Recapturing Anthropology: Working in the Present*, Santa Fe, School of American Research Press, 1991.

8. Pour un exemple souvent cité d'une anthropologie de la mondialisation qui insiste sur la nouveauté du phénomène sans référence au passé, et sur les relations sans mention de leurs limites, cf. Appadurai (A.), *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996. Pour une critique de l'engouement pour la notion de mondialisation qui présente d'autres approches possibles, cf. Cooper (F.), « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Le point de vue d'un historien », *Critique internationale*, 10, 2001.

9. Ces anthropologues ont largement négligé d'intégrer la question du régime colonial à leurs analyses, comme le montre avec raison Bernard Magubane dans sa critique virulente (et peu justifiée sous d'autres aspects) de leurs travaux. Cf. Magubane (B.), "A Critical Look at Indices Used in the Study of Social Change in Colonial Africa", *Current Anthropology*, 12 (4-5), 1971. Le livre le plus représentatif de ce courant est Epstein (A.-L.), *Politics in an Urban African Community*, Manchester, Manchester University Press, 1958.

10. Balandier (G.), *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Armand Colin, 1955.

parenté, le processus d'individualisation mais aussi la persistance des liens avec les régions d'origine. Ce que G. Balandier pouvait constater dans les villes, ce n'était pas la réalisation du rêve des urbanistes coloniaux, mais partout de l'improvisation, des phénomènes de contestation et des Africains s'efforçant de construire de nouvelles communautés à leur manière. G. Balandier mettait en œuvre la rhétorique du « développement » : selon lui, les classes sociales étaient « embryonnaires » et « ce qu'on pourrait appeler une mentalité de classe moyenne [gagnait] du terrain » dans certains groupes. Mais on pouvait aussi constater des tendances allant contre cette évolution : après tout, l'enracinement d'une classe ouvrière n'avait pas fait disparaître ses liens avec le monde rural ou les mouvements de flux et reflux avec d'autres quartiers ou les villages, ou encore la difficulté des conditions de vie occasionnée par l'insécurité et l'instabilité<sup>11</sup>. Le projet modernisateur qui avait dominé la dernière période du colonialisme était non seulement inachevé mais avait eu des conséquences tout à fait néfastes.

On ne peut pas comprendre la fascination des chercheurs en sciences sociales du début des années 1950 pour la dynamique du changement social si l'on ne prend pas en compte l'impression d'ouverture que l'on avait alors. Les fondements conceptuels de l'ordre du monde étaient remis en question, et, avec eux, la nette division du travail entre, d'une part, les sciences sociales dynamiques, centrées sur l'Europe (la sociologie, l'économie, la science politique, l'histoire) et, d'autre part, une anthropologie tournée vers une Afrique primitive et statique, divisée en tribus<sup>12</sup>. Pour les économistes et les sociologues, un nouveau domaine intellectuel était à conquérir ; pour les anthropologues, les unités d'analyse aussi bien que les sujets d'investigation ne se présentaient plus sous le signe de l'évidence. Cette impression d'ouverture ne caractérisait pas seulement un clan et ne distinguait pas ceux qui étaient « pour » ou « contre » la colonisation. Des mesures telles que la loi pour le développement et le bien-être colonial en Grande-Bretagne en 1940 et la création en France du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) en 1946, et, de manière plus générale, la réorganisation de la recherche « scientifique » au sein des élites coloniales, indiquaient une réorientation vers un impérialisme moderne qui devait s'appuyer sur une nouvelle forme d'expertise<sup>13</sup>. Les socialistes français et les travaillistes britanniques étaient divisés sur la question de

---

11. Balandier (G.), "Urbanism in West and Central Africa: the Scope and Aims of Research", in Unesco, dir., *Social Implications of Industrialization and Urbanization in Africa South of the Sahara*, Paris, Unesco, 1956.

12. Pletsch (C.), "The Three Worlds, or the Division of Social Science Labor, circa 1950-1975", *Comparative Studies in Society and History*, 23, 1981.

13. Dans les années 1950, parmi les travaux explicitement consacrés aux sociétés et aux régimes coloniaux, on peut citer ceux d'un groupe d'administrateurs autoproclamés « progressistes » et notamment Labouret (H.), *Colonisation, colonialisme, décolonisation*, Paris, Larose, 1952 et Delavignette (R.), *Christianisme et colonialisme*, Paris, Arthème Fayard, 1960.

savoir si les régimes coloniaux pouvaient devenir des facteurs de progrès économique et social, sans lequel les sociétés « traditionnelles » seraient condamnées à rester attardées et à l'écart de la compétition mondiale<sup>14</sup>.

Les régimes coloniaux, dans les années 1950, étaient l'objet d'attaques constamment renouvelées par les mouvements d'opposition, surtout quand ils prétendaient se donner de nouvelles orientations dans un monde tourné vers le progrès. Dans l'entre-deux-guerres, le fonctionnaire colonial implanté sur place et qui « connaissait son indigène » avait joué un rôle fondamental dans la mise au point de méthodes de gestion coloniale et dans le développement de l'ethnographie, du moins dans les cas français et britannique. Dans les années 1950, il avait été supplanté par une nouvelle espèce d'expert dans des domaines techniques comme la santé publique, la médecine ou le génie civil mais aussi en matière de problèmes sociaux : on commençait à considérer que ces derniers, et en particulier ceux liés au travail, pouvaient eux aussi être l'objet d'un traitement rationnel. Mais les régimes coloniaux n'étaient pas les seuls à adopter une approche modernisatrice : c'était aussi le cas des socialistes et communistes, des partis nationalistes qui affirmaient être les seuls à pouvoir offrir une modernisation au profit des Africains et d'autres mouvements sociaux, et en particulier le mouvement ouvrier<sup>15</sup>. La position de G. Balandier lui-même – et de ses collègues – reflète leur ambivalence à l'égard du projet d'ingénierie sociale des années 1950, en constante évolution. G. Balandier envisageait son rôle comme une contribution théorique et pratique aux débats. Sa position au sein des sciences sociales l'autorisait à faire des propositions politiques spécifiques et donc à influencer sur le changement social en Afrique. Sa position ne se donnait pas la bonne conscience d'une prise de distance à l'égard du colonialisme ; elle était souvent critique. A partir de 1949, G. Balandier a mené des recherches dans le but de proposer des solutions à des problèmes administratifs, de faire avancer la sociologie de l'Afrique et d'obliger les décideurs à tenir compte des conséquences de leurs actions.

Dans l'ensemble, dans les années 1950, les spécialistes de sciences sociales s'intéressaient davantage à ce que les Africains pouvaient faire des opportunités ouvertes par la décolonisation qu'à la spécificité de la situation coloniale. A cet égard, on peut souligner les différences entre les tentatives de produire le changement social menées au sud du Sahara et en Algérie. En 1954, quand commence la guerre d'Algérie, les mouvements politiques et sociaux en Afrique avaient déjà gagné une bataille importante, avec

---

14. Parmi les intellectuels qui soulignaient les risques économiques de l'indépendance et les dangers de nouvelles formes d'impérialisme qui entraîneraient la « taudisation » et la « clochardisation », on peut citer Germaine Tillon, *L'Algérie en 1957*, Paris, Minuit, 1960.

15. Cooper (F.), *Decolonization and African Society: The Labor Question in French and British Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, et Sorum (P.), *Intellectuals and Decolonization in France*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1977.

l'élaboration d'un code du travail qui n'était plus discriminatoire, et ils continuaient de revendiquer l'égalité dans tous les domaines<sup>16</sup>. En 1956, les responsables français, qui refusaient de porter le poids financier de ces revendications, commençaient à envisager la possibilité de conférer une prérogative budgétaire aux assemblées territoriales : elles auraient alors eu l'obligation de défendre de nouveaux impôts devant leur électorat. Les villes africaines étaient des lieux privilégiés à la fois pour l'urbanisme colonial, pour les revendications d'accès à des ressources « modernes » avancées par des associations africaines et pour le déploiement par les individus de modes de vie urbains extrêmement divers. G. Balandier, Paul Mercier et d'autres révélaient la complexité de cette situation urbaine et les limites des projets d'ingénierie sociale<sup>17</sup>. Leurs résultats permirent aussi aux dirigeants africains d'avancer les preuves de la précarité et de l'insalubrité des conditions de vie de la plupart des Africains. Finalement, ils ont montré l'importance mais aussi les limites des théories de la transition du monde traditionnel vers la modernité.

Dans les années 1950, en Afrique noire, à la différence de l'Algérie, la situation politique restait suffisamment ouverte pour rendre possibles un débat politique et la réalisation de recherches en sciences sociales centrées sur les opportunités de transformations sociales et économiques plutôt que sur le fait même de la domination. Finalement, le gouvernement français décida qu'il ne voulait pas payer le prix d'un Empire dont les citoyens avaient de coûteuses revendications ; parallèlement, les dirigeants africains cherchaient à concilier l'autonomie culturelle et politique avec l'amélioration des conditions de vie<sup>18</sup>. Au même moment, la guerre d'Algérie ouvrait une plaie qui, pendant des années, resta trop vive pour être l'objet d'analyses aussi complexes<sup>19</sup>.

La recherche en sciences sociales apparut rapidement comme fort utile aux régimes coloniaux dans l'évaluation des coûts et bénéfices d'un impérialisme modernisateur, mais aussi pour les dirigeants africains jouant un rôle de plus en plus important dans le gouvernement des colonies

---

16. Balandier, ainsi qu'un petit nombre d'intellectuels africains importants, ont contribué à un numéro spécial de la revue *Présence africaine* en 1952 portant sur le problème du travail. On pouvait trouver à la fois l'affirmation d'un droit aux avantages sociaux prévus par le droit du travail moderne et le constat que partout l'organisation du travail était englobée dans des pratiques culturelles spécifiques.

17. Mercier (P.), « Aspects de la société africaine dans l'agglomération dakaroise : groupes familiaux et unités de voisinage », *Etudes sénégalaises*, 5, 1954, et « La vie politique dans les centres urbains du Sénégal : étude d'une période de transition », *Cahiers internationaux de sociologie*, 27, 1959.

18. Cooper (F.), *Decolonization and African Society*, op. cit.

19. Stora (B.), *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte, 1991.

africaines puis dans les Etats souverains après les indépendances<sup>20</sup>. Dans les années 1950, l'un des thèmes les plus en vogue dans les sciences sociales, notamment en sociologie et en anthropologie, était la question de « l'adaptation », en particulier de l'adaptation à la ville. On a ainsi pu décrire des groupements sociaux d'un type nouveau qui transcendaient les barrières ethniques, des groupes professionnels aux sociétés de secours mutuel en passant par des associations « tribales » rassemblant des migrants issus d'une même région et qui donnaient une signification nouvelle à l'ethnicité urbaine<sup>21</sup>. En 1954, l'Unesco, en collaboration avec le gouvernement français, organisa un colloque à Abidjan sur « l'impact social de l'industrialisation et la condition urbaine en Afrique ». Les études urbaines avaient connu un développement suffisant à cette époque pour permettre des échanges très riches et la publication, deux ans plus tard, d'un livre de 743 pages sur le sujet. La plupart des contributeurs de ce volume se concentraient sur la question du « progrès » : selon eux, les forces de travail et les populations urbaines se développaient, les femmes immigraient en ville, les enfants grandissaient là. Personne ne semblait alors vouloir réveiller le fantasme d'une Afrique primitive. Si on considérait que les classes sociales étaient « embryonnaires », c'est bien qu'on pensait qu'elles naîtraient un jour. Au même moment, la majorité des participants au colloque soulignait l'importance de la pauvreté et de l'insécurité dans les villes africaines ; ils évoquaient un chômage endémique, que les fonctionnaires coloniaux étaient peu empressés de constater ; ils révélaient le manque de qualifications des travailleurs et le phénomène des « populations flottantes » dans les villes. Ce n'était pas seulement la communauté de langue ou l'attachement à un passé commun mais aussi les formes d'insécurité de la vie urbaine qui encourageaient les individus à maintenir des liens avec les milieux ruraux. Si les spécialistes de la ville faisaient entrer l'urbanisation et l'industrialisation africaines dans un modèle explicatif universel, ils n'en soulignaient pas moins les différences ainsi que les spécificités de ces phénomènes en Afrique, ainsi que toutes les difficultés qu'ils engendraient<sup>22</sup>.

Dans le champ des sciences sociales, ces recherches à la fois orientées par la pratique et fondées sur un travail empirique ont été concurrencées par une approche plus théorique et téléologique de la modernisation, plus tard qualifiée de « théorie de la modernisation ». Celle-ci reposait sur deux

---

20. Une question importante à soulever concerne le degré d'implication des chercheurs en sciences sociales dans la formation et le soutien apporté à leurs collègues africains, au moment de la décolonisation, ainsi que leurs attitudes à l'égard des idées nouvelles émanant des chercheurs et des institutions africaines.

21. Banton (M.), *West African City: A Study of Tribal Life in Freetown*, London, Oxford University Press, 1957. Pour un point critique et une bibliographie, cf. Little (K.), *West African Urbanization: A Study of Voluntary Associations in Social Change*, Cambridge, Cambridge University Press, 1966.

22. Cf., dans le volume de l'Unesco déjà cité, les contributions de Forde (D.), "Introductory survey" et Balandier (G.), « Déséquilibres socioculturels et modernisation ».

arguments principaux, bien plus radicaux que ceux des autres théories du changement social : en premier lieu, « tradition » et « modernité » étaient posées comme en complète opposition, la modernisation étant définie à partir des « objectifs vers lesquels elle est dirigée » ; en second lieu, la modernisation, comme la tradition, était un tout, une série de variables interdépendantes : à l'économie de subsistance, on opposait l'économie de marché ; à la culture de la soumission, celle de la participation citoyenne ; aux systèmes de statuts sociaux prescrits, les statuts acquis ; à la parenté étendue, la parenté restreinte ; aux idéologies religieuses, les idéologies laïques<sup>23</sup>. Pour certains des tenants américains de la théorie de la modernisation, cette conception du changement, suivant la trajectoire qu'avait connue l'Europe, était une alternative explicite à une vision communiste du progrès<sup>24</sup>. D'autres avançaient que le capitalisme, dans sa forme de l'époque, empêchait les pauvres de suivre cette voie et ils en proposaient une autre, elle aussi inspirée par des modèles européens mais qui devait mener au socialisme. Il y avait également des variantes pessimistes qui insistaient au contraire sur tous les obstacles et les dangers qui se trouveraient sur le chemin, quel qu'il soit. D'autres chercheurs enfin – et notamment des anthropologues comme G. Balandier – étaient conscients des complexités et des difficultés liées au changement social et remettaient en cause l'existence d'un point d'aboutissement posé *a priori* ainsi que la dichotomie tradition/modernité. Pourtant, ils continuaient de s'intéresser aux transformations et aux améliorations des modes de vie rendues possibles par la décolonisation.

Certains chercheurs, intellectuels mais aussi dirigeants politiques des anciennes colonies, ont été séduits par ces théories de la modernisation. On peut citer notamment les réflexions de W. Arthur Lewis, né dans les Caraïbes Britanniques, qui, au début de sa carrière, écrivait des pamphlets dénonçant l'ordre colonial et la classe des planteurs dans les îles, et deviendra par la suite l'un des pères fondateurs de l'économie du développement. S'il n'a jamais perdu son mépris pour les régimes coloniaux qui, selon lui, entravaient les progrès du secteur moderne, ses principaux efforts s'étaient redirigés vers l'analyse des fondements et des implications de la croissance dans ce secteur. Il envisageait la modernisation sous un double point de vue : elle supposait une évolution d'un capitalisme colonial éculé vers une variante plus dynamique et une évolution d'une tradition archaïque vers un monde moderne, ouvert à tous<sup>25</sup>. Les échecs de la théorie

---

23. Tipps (D.), "Modernization Theory and the Comparative Study of Societies. A Critical Perspective", *Comparative Studies in Society and History*, 15, 1973.

24. Rostow est l'auteur des travaux les plus connus (et les moins subtils) de ce courant. Cf. Rostow (W. W.), *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

25. Lewis (W. A.), "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour", *The Manchester School*, 22, 1954 ; Lewis (W. A.), *Labour in the West Indies*, Londres, Fabian Society, 1939 ; Lewis

de la modernisation, les désillusions engendrées par le processus de développement et notre sens critique actuel à l'égard des prétentions des sciences sociales occidentales ne doivent pas nous empêcher de saisir l'intensité particulière de ce moment, ce qu'on pourrait appeler « l'ère du développement », pendant laquelle un jeune chercheur brillant des Antilles Britanniques, lauréat du prix Nobel en 1979, pouvait écrire un manuel posant qu'une discipline scientifique devait être entièrement restructurée et que les relations entre riches et pauvres devaient être radicalement transformées. Les économies et les sociétés coloniales étaient donc l'objet d'une attention soutenue mais bien particulière : elles étaient considérées soit comme un point zéro à partir duquel il ne pouvait y avoir que progrès, soit comme les vecteurs de rigidités que les nationalistes modernistes, les révolutionnaires et les experts voulaient détruire. Le contenu de la modernisation ainsi que les stratégies de développement étaient l'objet de vifs débats dans un contexte où le déclin des empires coloniaux ouvrait des possibilités de libération mais faisait aussi peser les menaces associées à la redistribution du pouvoir à l'échelle mondiale.

### *Psychologiser la situation coloniale*

Balandier, dans les premières pages de son article, critiquait l'ouvrage d'Octave Mannoni, *Psychologie de la colonisation* (1950), parce qu'il envisageait la colonisation à partir « d'un point de vue purement psychologique ou psychanalytique », au surplus mal défini, au lieu de la considérer comme une totalité. C'est la disjonction du psychologique et du social qui choquait surtout ce chercheur enraciné dans la tradition durkheimienne. Aimé Césaire partageait avec G. Balandier ce rejet de la perspective psychologisante d'O. Mannoni et sa critique des notions d'Afrique primitive et de « contact de cultures ». Son *Discours sur le colonialisme* (1955) était aussi virulent que l'article de G. Balandier était prudent. La plupart des commentateurs soulignent chez A. Césaire la violente dénonciation du colonialisme et de sa capacité à « déciviliser » et à « brutaliser » le colonisateur aussi bien que le colonisé. On a moins souvent remarqué que l'anticolonialisme, pour A. Césaire, ne se réduisait pas à un mouvement pour l'indépendance nationale. Son livre s'achève sur un appel au « salut de l'Europe » qui passe par une « politique nouvelle fondée sur le respect des peuples et des cultures » et une « Révolution » (avec un R majuscule) qui doit advenir et engendrer une société sans classes en Europe.

---

(W. A.), *Politics in West Africa*, New York, Oxford University Press, 1965. Pour aller plus loin, cf. Cooper (F.), Packard (R.), eds, *International Development and the Social Sciences: Essays in the History and Politics of Knowledge*, Berkeley, University of California Press, 1997 et Choquet (C.), Dollfus (O.), Le Roy (E.), Vernières (M.), dir., *L'Etat des savoirs sur le développement : trois décennies de sciences sociales en langue française*, Paris, Karthala, 1993.

A. Césaire, depuis 1945, siégeait à l'Assemblée nationale en tant que député de la Martinique ; il conquist aussi la mairie de Fort-de-France et fut l'un des agents principaux de la départementalisation de la Martinique<sup>26</sup>. Chez A. Césaire, la reconnaissance d'une spécificité culturelle africaine, indemne de toute mystique raciale, n'empêchait pas la prise en compte explicite de problèmes sociaux et politiques. Tout comme G. Balandier, sa perspective ne correspondait pas exactement aux positions dominantes à la fin des années 1950, particulièrement celle qui privilégiait l'indépendance territoriale au détriment des questions sociales<sup>27</sup>. Mais alors qu'à partir de 1955 G. Balandier recentra son attention sur la question du changement social, A. Césaire continua à se focaliser sur le colonialisme, envisagé comme relation de pouvoir entre des individus et des classes plutôt qu'entre nations.

Au même moment, dans les ouvrages les plus influents de la fin des années 1950, dominait moins l'approche sociologique ou politique des situations coloniales qu'une perspective psychologisante, il est vrai de plus en plus critique. L'ouvrage d'Albert Memmi, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur* (1957), soulignait les conséquences psychologiques que pouvait avoir la situation coloniale sur les uns et les autres. Le livre est souvent lucide et même émouvant – et tout particulièrement dans la description du dilemme de l'intellectuel de gauche confronté aux luttes contre le colonialisme – mais les deux figures principales sont traitées comme si elles n'avaient ni histoire, ni relations sociales ni même de désirs au-delà de l'expérience de la colonisation. Pour A. Memmi, la colonisation était une « maladie d'Européen » et les colonisés qui travaillaient avec les Européens ne pouvaient être envisagés qu'en termes de pathologie. La décolonisation apparaissait alors comme le traitement d'une maladie : « Si [le colonisé] cesse d'être cet être d'oppression et de carences [...], il cessera d'être un colonisé, il deviendra *autre*... un homme comme les autres<sup>28</sup>. »

De tous les traitements psychologisants de la situation coloniale, l'ouvrage de F. Fanon, *Les Damnés de la terre* (1961), est bien sûr celui qui a eu l'influence la plus durable<sup>29</sup>. Plus que son contenu, c'est l'ampleur de son influence qui retient l'attention. Aujourd'hui, de nombreux auteurs font usage de ce texte comme s'il s'agissait de la meilleure description de la réalité du colonialisme français. Pourtant, la description manichéenne de la

---

26. Césaire (A.), *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence africaine, 1955, p. 59.

27. Sur la façon dont, dans les années 1955-1957, les courants nationalistes en AOF ont marginalisé les demandes des syndicats africains qui exigeaient l'égalité des salaires et de la couverture sociale avec les ouvriers de métropole, cf. Cooper (F.), *Decolonization and African Society*, *op. cit.*, chapitre 11.

28. Memmi (A.), *Portrait du colonisé ; portrait du colonisateur*, Paris, Gallimard, 2002 [Corréa, 1957], p. 162.

29. Fanon (F.), *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 [Maspéro, 1961].

société coloniale qui y est faite était avant tout un geste politique qui visait davantage à exclure tout compromis qu'à décrire une réalité observable. Sa principale cible était un certain nombre d'intellectuels d'expression française qui croyaient en un « colonialisme du progrès » et il insistait au contraire en permanence sur la nécessité d'un renversement complet du colonialisme : « Le minimum exigé étant que les derniers deviennent les premiers<sup>30</sup>. » F. Fanon voulait écarter toutes les alternatives développées par les gouvernements impériaux, les chercheurs en sciences sociales et les nationalistes, tous acquis d'une façon ou d'une autre à la modernisation. Le langage de la pathologie mentale permettait de condamner la violence coloniale mais aussi les positions concurrentes dans l'opposition coloniale. F. Fanon considérait que le nationalisme était une idéologie petite bourgeoise adoptée par ceux qui voulaient investir la structure coloniale plutôt que la renverser. Il ne nourrissait aucun intérêt pour l'histoire de l'Algérie ou de l'Afrique et aucune sympathie pour la négritude ou toute autre forme d'affirmation d'une spécificité culturelle, sauf quand elle pouvait servir de symbole à un combat anticolonial. Pour lui, l'histoire se résumait à la seule histoire de l'oppression. Sa sociologie des conflits était entièrement déterministe : la petite bourgeoisie algérienne était affligée de pathologie et seulement capable d'imiter le colonisateur ; la classe ouvrière était devenue une aristocratie désireuse de s'approprier les privilèges des travailleurs blancs. Seuls la paysannerie et le sous-prolétariat formaient les véritables forces anticoloniales.

Malgré ce que pouvait écrire F. Fanon, la révolution algérienne était un mouvement très hétérogène, marqué par des objectifs en concurrence les uns avec les autres et des guerres intestines. La lutte contre l'exploitation et l'humiliation engendrées par le colonialisme fut longue. Elle rassembla des forces très diverses qui ne peuvent être réduites à la distinction entre « véritables anticolonialistes » et catégories sociales enfoncées dans la pathologie : ceux dont les espoirs d'accès à la citoyenneté avaient été frustrés, des centaines de milliers d'Algériens qui, en tant qu'ouvriers, avaient été sensibilisés au communisme en France ou en Algérie, ceux qui se reconnaissaient dans l'islamisme politique en plein développement en Algérie ou encore qui avaient noué des liens avec l'Égypte de Nasser et d'autres mouvements extérieurs. Il apparaît tout à fait remarquable que la tentative de F. Fanon d'orienter la lutte menée alors en Algérie ait pu servir de substitut à une analyse sociale du colonialisme et de la révolution algérienne<sup>31</sup>.

---

30. *Ibid.*, p. 48.

31. Cf. Stora (B.), *La gangrène et l'oubli*, *op. cit.* ; Connelly (M.), *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, New York, Oxford University Press, 2002 ; Sorum (P.), *Intellectuals and Decolonization*, *op. cit.*

*Historiciser la situation coloniale*

Il serait en réalité plus pertinent d'intituler les réflexions qui vont suivre : « Historiciser l'Afrique, sauf en ce qui concerne la situation coloniale ». L'histoire de l'Afrique, surtout dans le monde anglophone, a été constituée comme discipline en se distinguant nettement de l'histoire coloniale. Le livre de Kenneth Onwuka Dike, *Trade and Politics in the Niger Delta*<sup>32</sup>, a été à cet égard un texte fondateur, écrit par un Nigérian formé par des spécialistes britanniques de l'histoire impériale. Il définissait un nouveau territoire [de recherche] dans la mesure où il traitait de l'interaction entre commerçants européens et africains et s'intéressait tout particulièrement à la structure et aux activités des « maisons de commerce » africaines. La préface de K.O. Dike était plus militante que ne l'était le reste de son livre : il se faisait l'avocat d'une perspective africaine utilisant des sources africaines pour écrire une histoire de l'Afrique. Dans le texte, on trouve en réalité une étude concrète des interactions faisant usage d'un ensemble de sources variées. Mais la prise de distance à l'égard de l'histoire impériale était nette. Ses successeurs allèrent plus loin. Dans les années 1960, l'objectif premier d'un historien africain était de montrer que l'Afrique avait bien une histoire, et une histoire dont les Africains étaient les principaux acteurs. Jacob F. A. Ajayi affirmait à cette époque que le colonialisme devait être considéré comme un « épisode dans l'histoire de l'Afrique », pas plus important que d'autres. Et surtout, J. F. A. Ajayi et ses collègues posèrent l'existence d'un lien direct entre une histoire précoloniale et postcoloniale, marquée dans les deux cas par l'autonomie des Africains, la première légitimant la seconde. La résistance africaine était l'autre sujet de recherche légitime. Terence O. Ranger établit une relation entre cette question et les mouvements nationalistes qui ont mené les Etats africains à l'indépendance : selon lui, la résistance à la conquête a permis de créer des traditions nouvelles et de former des alliances au-delà des divisions ethniques, ce qui aurait permis de construire une base mobilisable ultérieurement<sup>33</sup>.

La prévalence de l'histoire précoloniale et de l'étude des résistances n'a jamais été complète : l'histoire africaine est devenu un champ de recherche

---

32. Dike (K. O.), *Trade and Politics in the Niger Delta*, Oxford, Oxford University Press, 1956. Pour une étude en français équivalente, cf. Ly (A.), *La Compagnie du Sénégal*, Paris, Présence africaine, 1958.

33. Ajayi (J. F. A.), "The Continuity of African Institutions under Colonialism", in Ranger (T.O.), ed., *Emerging Themes in African History*, Londres, Heinemann, 1968 ; Ranger (T.O.), "Connexions between 'Primary Resistance' Movements and Modern Mass Nationalism in East and Central Africa", *Journal of African History*, 9, 1968. C'est sans doute aux Etats-Unis que l'histoire précoloniale et celle des résistances ont dominé le plus nettement. Mais en France, un certain nombre de chercheurs, emmenés par Yves Pierson, allaient dans la même direction. Pour une réflexion plus approfondie sur l'historiographie de l'Afrique, cf. Cooper (F.), "Africa's Pasts and Africa's Historians", *Canadian Journal of African Studies*, 34, 2000.

légitime dans les années 1960, ce qui permit à de nombreux auteurs d'innover au-delà des normes de la discipline. La « vieille école », qui s'intéressait surtout aux Etats européens et aux colonisateurs blancs, ne disparut pas complètement, alors même qu'elle abandonnait les préjugés raciaux d'une époque révolue et connaissait un renouvellement de ses problématiques grâce à l'utilisation de méthodologies historiques plus élaborées<sup>34</sup>. Néanmoins, l'africanisation de l'histoire africaine était bien au centre des programmes de recherche des années 1960. Dans ces années, l'anthropologie semblait ne pas bien savoir quelle direction suivre, son hégémonie au sein des études africaines étant mise en cause par les historiens, les politistes et les sociologues. Ce qu'elle arrivait à maintenir, c'était la tradition du travail de terrain et l'accent mis sur une recherche empirique rigoureuse : l'anthropologie urbaine, le sous-champ le plus important, se donnait comme objet un présent en constante transformation. Parallèlement, des thèmes de recherche classiques, comme la religion, les phénomènes de possession par les esprits ou la résolution des conflits, continuaient d'être étudiés, certes avec une conscience plus aiguë de ce qu'ils devaient être envisagés dans leur dimension historique, mais sans effort particulier pour les comprendre comme liés au passé colonial<sup>35</sup>.

#### *Envisager la situation coloniale d'un point de vue économique*

On a commencé à réexaminer la situation coloniale quand on s'est aperçu qu'elle n'avait pas disparu. Ce constat fut d'abord fait en économie : construire une « économie nationale » s'est avéré difficile en raison des contraintes extrêmement lourdes que faisait peser le capitalisme international. Progressivement, et tout particulièrement avec le coup d'état qui renversa Nkrumah puis avec la guerre du Biafra, la rupture avec le passé, dont on s'apercevait qu'elle n'était ni facile ni très nette, devint une question politique. Le mot « néocolonial » traduit cette désillusion : il fut créé pour condamner les régimes africains restés trop proches des anciennes

---

34. Cf. la somme monumentale dirigée par Louis (R. W.), *The History of the British Empire*, 5 vols, Oxford, Oxford University Press, 1997-1999 et plusieurs équivalents en français, dont aucun n'a la même ampleur, et parmi lesquels on peut citer Meyer (J.) *et al.*, dir., *Histoire de la France coloniale*, Paris, Armand Colin, 1990-1991. Des recherches pionnières sur les économies impériales ont été le fait de Marseille (J.), *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984 et de Cain (P. J.), Hopkins (A. G.), *British Imperialism*, 2 vols, London, Longman, 1993.

35. Certains des travaux fondateurs en matière d'anthropologie historique ont situé leur objet dans la longue durée de l'histoire africaine, à la fois pré-coloniale, coloniale et post-coloniale. Cf. par exemple Smith (M. G.), *Government in Zazzau*, Londres, Oxford University Press, 1960. Pour une anthropologie d'une société africaine inscrite dans l'histoire, cf. Balandier (G.), *La vie quotidienne au royaume du Congo, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1965. Pour une présentation de l'anthropologie africaniste, cf. Moore (S. F.), *Anthropology and Africa: Changing Perspectives on a Changing Scene*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1994.

puissances coloniales ou des Etats-Unis et, plus largement, pour critiquer les contraintes de l'économie mondiale sur les politiques économiques africaines ou les sanctions des puissances occidentales contre les Etats indépendants qui déviaient des normes imposées. Mais la notion de « néocolonial » est problématique en ce qu'elle suppose un cadre d'analyse trop primaire pour rendre compte avec précision de la permanence et du changement.

Quoi qu'il en soit, les travaux théoriques les plus importants dans les années 1970 ne s'intéressaient pas particulièrement à la situation coloniale. Ils privilégiaient la longue durée et le développement du capitalisme. Dans *How Europe Underdeveloped Africa* (1972), Walter Rodney trouva son inspiration conceptuelle dans les travaux des théoriciens latino-américains du sous-développement et s'en servit pour dresser un tableau global et lucide de l'histoire des relations économiques de l'Afrique avec le capitalisme européen. Bien que son livre traitât de la période coloniale, le cœur de sa démonstration portait sur une période antérieure au cours de laquelle le commerce des esclaves avait fait entrer l'Afrique dans une économie-monde caractérisée par l'inégalité et l'exploitation. Les travaux d'Immanuel Wallerstein sur le « système-monde » du capitalisme privilégiaient également une époque plus ancienne. Les recherches plus précises menées au même moment sur des institutions coloniales, des situations ou des périodes spécifiques étaient bien plus satisfaisantes<sup>36</sup>.

A cet égard, l'école française d'anthropologie marxiste offrait une approche théorique plus convaincante. Elle ne se proposait pas d'analyser le colonialisme en tant que tel mais « l'articulation des modes de production ». En reprenant la notion marxienne d'accumulation primitive (la séparation des producteurs des moyens de production) comme caractère spécifique du capitalisme, l'anthropologie marxiste posa la question des modes d'accès aux ressources et donc du rôle de l'Etat dans la régulation de cet accès, et en particulier dans le domaine du travail. A un certain niveau d'abstraction, ce courant donnait une réponse fonctionnaliste à la difficile question de savoir pourquoi le capitalisme colonial avait maintenu des modes de production non capitalistes : cette persistance aurait permis d'atténuer certains des coûts sociaux de reproduction et donc de diminuer les coûts salariaux. Mais si cette réponse était bien trop rapide, le débat théorique qu'elle impliquait fit émerger d'importantes questions, à la fois empiriques et théoriques. Quelle était la relation entre les différents modes de contrôle des ressources ? Quels

---

36. Rodney (W.), *Et l'Europe sous-développa l'Afrique*, Paris, Ed. caribéennes, 1986 (traduction de *How Europe Underdeveloped Africa*, London, Bogle-L'Ouverture, 1972) ; Wallerstein (I.), *The Modern World System*, 3 vols, New York, Academic Press, 1974 ; Coquery-Vidrovitch (C.), *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*, Paris, Mouton, 1972 et Coquery-Vidrovitch (C.), dir., « L'Afrique et la crise de 1930 », numéro spécial de la *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, 63, 1976.

étaient les avantages et les limites des divers régimes de travail ou d'organisations agricoles ? Comment évaluer l'action étatique en matière de régulation, d'incitation ou au contraire de limitation de ces phénomènes ? Les Africains ont joué des liens familiaux et de parenté afin de combiner plusieurs stratégies économiques au sein de l'univers de contraintes imposées par l'ordre colonial : comment ces efforts se sont-ils déployés dans le temps<sup>37</sup> ?

Le dynamisme théorique des années 1970 et du début des années 1980 vint renforcer une longue tradition de recherche empirique au sein des études africanistes. Ceci permit de faire progresser l'histoire économique et l'analyse des phénomènes complexes remettant en cause les propositions les plus rigides de la théorie du système-monde et de l'articulation des modes de production<sup>38</sup>. Que la réalité économique ne se pliât pas aux descriptions théoriques incita les chercheurs à se pencher sur le comportement des acteurs et la dimension sociale et culturelle des comportements économiques<sup>39</sup>.

Un regain d'intérêt pour les sociétés et les Etats coloniaux reflétait une insatisfaction de plus en plus grande à l'égard de programmes de recherche déterminés par un intérêt théorique pour les processus économiques et sociaux. La théorie de la modernisation avait fourni un modèle pour comprendre le changement, mais la recherche montrait bien que celui-ci était bien plus complexe dans la réalité. Si les modèles économiques posaient la permanence de certaines relations fonctionnelles dans le système capitaliste, les observations empiriques étaient loin d'indiquer une extension globale du système capitaliste lui-même. Et, surtout, l'écroulement d'un certain ordre du monde fondé sur la relation entre un centre impérial et des colonies, à l'origine de ces nouvelles perspectives en sciences sociales, n'avait pas laissé

---

37. Pour une revue critique de cet ensemble de travaux, cf. Cooper (F.), "Africa and the World Economy", 1981, repris dans Cooper (F.), Stern (S.), Mallon (F.), Isaacman (A.), Roseberry (W.), *Confronting Historical Paradigms: Peasants, Labor, and the Capitalist World System in Africa and Latin America*, Madison, University of Wisconsin Press, 1993. Parmi les travaux les plus importants produits par l'école marxiste française, on peut citer Meillassoux (C.), *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspéro, 1975 ; Godelier (M.), *Horizons, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, Maspéro, 1973 et Terray (E.), *Le marxisme devant les sociétés primitives. Deux études*, Paris, Maspéro, 1969.

38. Si l'école néoclassique privilégiait le « marché » au détriment d'autres mécanismes économiques, elle avait pourtant beaucoup à dire sur les institutions et les politiques coloniales ainsi que sur les évolutions qui ont marqué la période. Le travail le plus important et le plus influent mené dans cette perspective est Hopkins (A. G.), *An Economic History of West Africa*, Londres, Longman, 1973.

39. Cf. Berry (S.), *Cocoa, Custom and Socio-Economic Change in Rural Western Nigeria*, Oxford, Oxford University Press, 1975 ; Cohen (A.), *Custom and Politics in Urban Africa: A Study of Hausa Migrants in Yoruba Towns*, Berkeley, University of California Press, 1969 et Cooper (F.), *From Slaves to Squatters: Plantation Labor and Agriculture in Zanzibar and Coastal Kenya, 1890-1925*, New Haven, Yale University Press, 1980.

la place à de nouveaux principes d'organisation internationale. Les sociétés en transition ne menaient pas la transition à son terme et ce qui pouvait constituer un point de départ, un point d'arrivée et des étapes intermédiaires semblait en suspens trois décennies après que G. Balandier eût appelé à une analyse globale de la situation coloniale.

### **Le retour de la situation coloniale**

A la fin des années 1970, la question coloniale n'était plus un problème à débattre dans la sphère politique. Ce qu'il restait du pouvoir blanc en Afrique s'efforçait avec peine de se maintenir en affirmant former des Etats-nations. Parallèlement, le regain d'intérêt pour la situation coloniale découlait de la prise de conscience des impasses et des désillusions du passé récent. Il apparaissait de plus en plus clairement que le fait colonial ne pouvait être considéré comme un épisode limité dans le temps et comme une parenthèse dans l'histoire mondiale.

### *L'anthropologie se joint au tableau*

L'ouvrage collectif dirigé par Talal Asad, *Anthropology and the Colonial Encounter* (1973), représenta une avancée d'importance, non pas parce qu'il s'agissait d'un *mea culpa* disciplinaire et d'une confession de l'anthropologie avouant ses complicités multiples avec les projets coloniaux, mais parce qu'il soulignait l'ambiguïté de la relation entre anthropologie et colonialisme<sup>40</sup>. Les anthropologues ont à la fois collaboré avec et critiqué les régimes coloniaux : ils ont rendu compte de pratiques que les régimes auraient préféré voir ignorées et sans témoins<sup>41</sup>. Dans l'entre-deux-guerres, dans le contexte politique de « l'indirect rule » ou de « l'association », leurs recherches reprenaient l'idée, extrêmement problématique sur le plan historique, selon laquelle la « tribu » serait l'unité de base de la société africaine. Pourtant, les matériaux collectés par les anthropologues venaient souvent la contredire. Dans les années 1960, des historiens voulurent montrer que plutôt qu'une solidarité culturelle ancestrale, ce qui prévalait dans une région donnée, c'étaient les interactions, les phénomènes d'adaptation et de changement. Ils réinterprétèrent des données ethnographiques collectées précédemment et analysèrent la distribution de traits culturels au sein d'une région comme la marque laissée par des

---

40. Asad (T.), *Anthropology and the Colonial Encounter*, Atlantic Islands, Humanities Press, 1992 [1973]. Pour une étude équivalente en français, cf. Leclerc (G.), *Anthropologie et colonialisme*, Paris, Fayard, 1972.

41. Cf. Sibeud (E.), *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France 1878-1930*, Paris, Editions de l'EHESS, 2002.

mouvements divers, au-delà des frontières, et non plus comme ce qui permettait de délimiter des groupes fermés. Pour ce faire, ils utilisaient les résultats plus anciens d'anthropologues africanistes qui, comme M. Gluckman et Godfrey Wilson, avaient critiqué l'usage de la notion de tribu<sup>42</sup>. Considérer que les sciences naturelles et sociales sont des acteurs de l'histoire et non pas seulement des observateurs neutres a servi de point de départ aux travaux historiques et anthropologiques les plus stimulants des dernières décennies : la botanique, la géographie, la médecine, l'écologie tout autant que l'histoire, l'anthropologie et les recherches en matière de développement ont été l'objet de ce type d'analyse<sup>43</sup>. Ce genre a aussi produit des analyses simplistes, qui voient derrière tout modèle l'imposition d'une « modernité » et négligent le fait que les sciences naturelles et sociales peuvent être aussi l'objet de réinterprétations et d'usages sélectifs<sup>44</sup>.

### *Identifier la situation coloniale au sein de la civilisation européenne*

L'ouvrage d'Edward Said, *L'Orientalisme*, publié en 1978, montrait le rôle central que certaines représentations des sociétés asiatiques avaient eu dans la tradition littéraire européenne. Le fait colonial n'était pas seulement situé dans un « ailleurs », circonscrit dans des régions exotiques, mais au cœur même de la culture européenne. E. Said fut rapidement critiqué pour une vision de l'altérité si solidement constituée qu'elle ne laissait pas de place à d'autres constructions, notamment celles des Arabes, des Africains et des peuples de l'Asie du sud-est. Dans son livre suivant, *Culture et impérialisme*, E. Said essaya de rétablir l'équilibre en mettant l'accent non plus sur le fossé infranchissable entre les discours européens et indigènes mais sur les efforts des intellectuels colonisés pour s'approprier un espace entre les deux et

---

42. Wilson (G.), "An Essay on the Economics of Detribalization in Northern Rhodesia", *Rhodes-Livingstone Papers* 5, Livingstone, Rhodes-Livingstone Institute, 1941.

43. Vaughan (M.), *Curing Their Ills: Colonial Power and African Illness*, Cambridge, Polity Press, 1991 ; Grove (R.), *Green Imperialism: Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995 ; Wright (G.), *The Politics of Design in French Colonial Urbanism*, Chicago, Chicago University Press, 1991 ; Prakash (G.), *Another Reason: Science and the Imagination of Modern India*, Princeton, Princeton University Press, 1999 ; Hunt (N.R.), *A Colonial Lexicon: Of Birth Ritual, Medicalization, and Mobility in the Congo*, Durham, Duke University Press, 1999 ; Bourguet (M.-N.), Bonneuil (C.), dir., « De l'inventaire du monde à la mise en valeur du globe. Botanique et colonisation (fin XVII<sup>e</sup> siècle-début XX<sup>e</sup> siècle) », *Revue française d'histoire d'Outre-mer*, 322-323, 1999 ; Godlewska (A.), Smith (N.), eds, *Geography and Empire*, Oxford, Blackwell, 1994 ; de l'Estoile (B.), Neiburg (F.), Sigaud (L.), dir., « Anthropologies, Etats et populations », numéro spécial de la *Revue de synthèse*, 4 (3-4), 2000 ; Cooper (F.), "Africa's Pasts and Africa's Historians", art. cité, et Diouf (M.), « Des historiens et des histoires, pour quoi faire ? L'histoire africaine entre l'Etat et les communautés », *Canadian Journal of African Studies*, 34, 2000.

44. Sur la notion de développement, cf. Cooper (F.), Packard (R.), eds, *International Development and the Social Science*, op. cit.

élaborer une rhétorique de libération au-delà de cette opposition<sup>45</sup>. L'influence de E. Said a été profonde et ne s'est pas limitée aux seules études littéraires : elle a introduit une perspective nouvelle sur toute une série de productions culturelles et de représentations de la différence, du pouvoir et du progrès. L'examen de la constitution mutuelle d'un « Occident » et d'un « Orient » a aussi fait avancer notre compréhension de certains processus politiques. Dans son sillage, certains se sont livrés à l'examen critique de notions, comme celle d'« Afrique » par exemple<sup>46</sup>.

L'attrait considérable exercé par la perspective d'E. Said au sein des études coloniales a débouché, au bout d'un certain temps, sur la répétition sans fin de la même idée. Le trope de « l'altérité » est devenu un cliché dans les études littéraires, problématique non seulement en raison de sa banalisation mais aussi parce qu'il écarte des formes culturelles syncrétiques qui ne rentrent pas dans cette dichotomie. La recherche du fait colonial dans toute production culturelle a fait émerger le concept problématique de « colonialité » (ou de « postcolonialité », qui n'est pas plus heureux). Celui-ci suppose que l'expérience de la colonisation est au fondement d'une essence sociale ou culturelle, indépendamment de ce que les peuples colonisés peuvent vivre ou penser. Identifier une « colonisation textuelle » ou une « colonisation métaphorique », distinctes des institutions à travers lesquelles le pouvoir colonial s'est exercé, revient à voir le colonialisme partout, c'est-à-dire nulle part. Ces tendances ont été poussées à l'extrême dans les études littéraires mais se sont aussi développées dans d'autres domaines<sup>47</sup>. Même l'un des textes les plus intéressants de ce courant, le court et élégant essai d'Homi Bhabha sur l'imitation, continue de mettre en scène deux caricatures, le colonisateur et le colonisé, dont les relations sont déterminées par la seule situation coloniale et par aucun autre élément<sup>48</sup>. L'accent mis par H. Bhabha sur l'« hybridité » a certes permis d'enrichir l'analyse de la dimension culturelle du contexte colonial, jusqu'alors manichéenne, mais le

---

45. Said (E.), *L'Orientalisme*, Paris, Seuil, 1980 [traduction de *Orientalism*, New York, Pantheon, 1978] ; Said (E.), *Culture et Impérialisme*, Paris, Fayard, 2000 [traduction de *Culture and Imperialism*, New York, Knopf, 1993]. Pour une évaluation récente de l'apport d'E. Said, cf. le débat organisé par l'*American Historical Review* : Rotter (A.), Fleming (K. E.), Biddick (K.), "Orientalism twenty years on", *American Historical Review*, 105, 2000.

46. Coronil (F.), "Beyond Occidentalism: Toward Non-Imperial Geohistorical Categories", *Cultural Anthropology*, 11 (1), 1995 ; Mudimbe (V. Y.), *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy, and the Order of Knowledge*, Bloomington, Indiana University Press, 1988.

47. Pour un aperçu des différents courants de la théorie littéraire postcoloniale, cf. Ashcroft (B.), Griffith (G.), Tiffin (H.), eds, *The Empire Writes Back: Theory and Practices in Post-Colonial Literatures*, Londres, Routledge, 1989 ; Bhabha (H.), ed., *Nation and Narration*, Londres, Routledge, 1990 et Mignolo (W.), *Local Histories/Global Designs: Coloniality, Subaltern Knowledges, and Border Thinking*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

48. Bhabha (H.), "Of Mimicry and Man", *October*, 28, 1984 réédité dans Cooper (F.), Stoler (A. L.), eds, *Tensions of Empire: Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley, University of California Press, 1997.

caractère très abstrait de ses descriptions appauvrit le contenu concret de cette notion d'« hybridité » et ne permet pas de saisir les différents modes d'interactions ou d'investissement des acteurs.

### *Historiciser à nouveaux frais la situation coloniale*

Dans l'anthropologie des années 1980, est remis en chantier le programme de recherche avancé par G. Balandier trente ans plus tôt. La discipline a eu un rôle central dans la redécouverte de cet objet à deux points de vue. La notion de situation coloniale a émergé de l'application de l'analyse anthropologique à des formations sociales jamais étudiées dans cette perspective, comme les communautés missionnaires ou les régimes coloniaux, ainsi que d'une extension des méthodes ethnographiques aux sources archivistiques, dans lesquelles on s'attache à comprendre, comme dans le travail de terrain, les relations entre des éléments hétérogènes. A cet égard, l'ouvrage de Thomas Beidelman, *Colonial Evangelism* (1982), a représenté un texte fondateur, notamment parce que l'auteur y reprenait les notes de terrain de ses recherches précédentes et constatait que les missionnaires étaient un objet aussi digne d'intérêt que la population indigène<sup>49</sup>.

John et Jean Comaroff ont proposé quant à eux un programme pour une anthropologie du colonialisme qui s'avéra très influent. Leur étude des missionnaires installés chez les Tswana décrit les multiples tensions qui marquent l'expérience missionnaire : celles qui traversent les relations entre les missionnaires et la société anglaise dont ils sont issus et les conflits entre administration, colons et missionnaires qui sont propres à l'Afrique du Sud. Leur analyse ne se limite pas à l'étude de la mission prise comme groupe social mais analyse les effets de cette expérience dans le long terme, et en particulier l'adoption de discours et de pratiques inédits dans la vie quotidienne. Ils montrent ainsi que les notions d'âge et de parenté ont perdu de leur pertinence dans les interactions quotidiennes des Tswana et que de nouvelles formes de relations (celles que peuvent nouer les individus avec les institutions de la mission, ou des produits ou encore le marché du travail) les ont supplantées dans la vie quotidienne. Faisant usage de sources historiques, ils ont davantage de difficulté à montrer les évolutions réelles des représentations de soi des Tswana qu'à rendre compte des objectifs et des perceptions des missionnaires : finalement, il n'est pas certain que la « colonisation des esprits » ait atteint d'autres esprits que ceux des missionnaires<sup>50</sup>. Mais l'analyse du projet missionnaire enraciné dans de

---

49. Beidelman (T.), *Colonial Evangelism*, Bloomington, Indiana University Press, 1982.

50. Comaroff (J.), Comaroff (J.), *Of Revelation and Revolution*, 2 vols, Chicago, University of Chicago Press, 1991 et 1997. Pour une recension très utile de ces travaux, cf. Landau (P.),

multiples contextes et modes d'interaction, impliquant des relations de pouvoir et des distinctions raciales et culturelles, a permis de développer des thèmes essentiels pour cette nouvelle anthropologie du colonialisme<sup>51</sup>.

Ce champ de recherche a été profondément marqué par le travail de Michel Foucault. Le débat a surtout porté sur la question de savoir comment et dans quelle mesure les modes de « gouvernementalité » caractéristiques selon lui de l'Europe moderne ont été déployés dans des relations de pouvoir liant métropoles et colonies. On s'est intéressé par exemple à la façon dont les régimes coloniaux ont comptabilisé et décrit leurs sujets : ils se sont inspirés – et ont perfectionné – des institutions existantes, comme le recensement, mais ont aussi élaboré des catégories spécifiquement coloniales, comme la tribu et la caste. Les foucauldien ont ouvert une vaste discussion sur la nature du pouvoir : on peut se demander jusqu'où l'on peut aller dans cette direction. M. Foucault considérait le pouvoir comme « capillaire », mais on pourrait tout aussi bien dire qu'il était « artériel » dans la plupart des contextes coloniaux : fort aux points nodaux de l'autorité coloniale, le pouvoir n'était pas toujours en mesure d'imposer son cadre discursif ailleurs et nourrissait, du reste, souvent peu d'intérêt pour l'idée de constituer et de diffuser un savoir sur ses sujets. Dans de nombreux contextes, l'ordre colonial ne pouvait être maintenu que si les catégories étatiques n'étaient pas appliquées à un sujet individuel et s'effaçaient devant une « autorité traditionnelle », collectivisée et réifiée. Quand, après la seconde guerre mondiale, les fonctionnaires anglais et français, allant à rebours des politiques précédentes, ont décidé de construire une classe ouvrière africaine en mettant en œuvre les modèles de relations industrielles et d'Etat providence développés en Europe, ils ont été limités par l'absence d'état civil et d'autres systèmes d'identification des individus et de connaissance du corps social. Les tentatives de constitution d'un « sujet moderne » ont surtout renforcé les clivages internes aux sociétés coloniales : entre les travailleurs salariés et non salariés, entre le monde urbain et rural. Dans la mesure où les approches foucauldien ont ouvert un débat sur ces points, elles se sont avérées utiles, mais quand les notions de « gouvernementalité » ou de « modernité coloniale » ont servi à rendre compte de l'intégralité de l'expérience colonisatrice des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, elles n'ont pas toujours été très pertinentes. On peut aussi se demander si l'approche foucauldienne

---

“Hegemony and History in Jean and John L. Comaroff's *Of Revelation and Revolution*”, *Africa*, 70, 2000.

51. Cf. Dirks (N.), ed., *Colonialism and Culture*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1992 ; Cooper (F.), Stoler (A. L.), eds, *Tensions of Empire*, *op. cit.* ; Pels (P.), “Anthropology of Colonialism: Culture, History, and the Emergence of Western Governmentality”, *Annual Review of Anthropology*, 26, 1997 et Apter (A.), “Africa, Empire, and Anthropology. A Philological Exploration of Anthropology's Heart of Darkness”, *Annual Review of Anthropology*, 28, 1999.

fournit des outils pour comprendre comment les indigènes travestissent, réinterprètent et reconfigurent les systèmes de pouvoir coloniaux<sup>52</sup>.

Alors que pendant longtemps, ce qui était « colonial » tombait sous le sens, une nouvelle génération de chercheurs a placé cette définition au centre de ses préoccupations. Ann Stoler a montré que la question de la reproduction sociale était à la fois un révélateur du problème fondamental des sociétés coloniales et un indicateur de la variabilité des régimes coloniaux. Loin d'être évidente, la distinction entre « colonisateur » et « colonisé » a du être en permanence reproduite, ce qui a conduit les régimes coloniaux à accorder une importance disproportionnée à des catégories d'individus peu nombreux mais situés sur des lignes de faille cruciales : les enfants métis ou les colonisateurs qui « retournaient à l'indigène » par exemple. Dans certaines circonstances, un colon, un commerçant, un soldat ou un fonctionnaire pouvait penser qu'il était libre d'exercer sa domination, notamment sur le plan de la sexualité, sans contraintes et sans conséquences. Mais à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en Asie du sud-est, des voix se sont élevées en faveur d'un colonialisme plus conforme aux valeurs bourgeoises. Elles ont conduit à mettre en place des formes de contrôle et de sanction de la sexualité et de la reproduction coloniales. Le danger était bien de reproduire les plus mauvais aspects du colonialisme<sup>53</sup>. Plus tard dans le XX<sup>e</sup> siècle, comme j'ai pu le montrer dans d'autres travaux, l'indifférence des Français et des Anglais à l'égard de la reproduction de la force de travail en Afrique – une tâche jusqu'alors confiée à des sociétés villageoises caractérisées par des équilibres culturels particuliers et méconnus des colonisateurs – laissa la place à une véritable obsession : il s'agissait maintenant de reproduire une classe ouvrière aux contours bien spécifiques. Cela supposait que les familles des travailleurs devaient être extraites de leurs milieux primitifs et installées à proximité des lieux de travail, de manière à ce que l'on puisse éduquer et surveiller les enfants. Ces évolutions

---

52. On trouvera des exemples de ces approches foucaaldiennes et de leurs limites dans Scott (D.), "Colonial Governmentality", *Social Text*, 43, 1999 ; Pels (P.), "Anthropology of Colonialism", *op. cit.* ; Cohn (B.), *An Anthropologist among the Historians and Other Essays*, Delhi, Oxford University Press, 1987 ; Mitchell (T.), *Colonizing Egypt*, Berkeley, University of California Press, 1991. Pour une réflexion plus approfondie, cf. Stoler (A. L.), *Race and the Education of Desire: Foucault's History of Sexuality and the Colonial Order of Things*, Durham, Duke University Press, 1995. Pour un point de vue très critique, cf. Vaughan (M.), *Curing Their Ills: Colonial Power and African Illness*, *op. cit.* Pour une discussion du faible impact des institutions du savoir colonial sur les questions sociales avant 1940, cf. Cooper (F.), *Decolonization and African Society*, *op. cit.*

53. Stoler (A. L.), "Sexual Affronts and Racial Frontiers: European Identities and the Cultural Politics of Exclusion in Colonial Southeast Asia", in Cooper (F.), Stoler (A.L.), eds, *Tensions of Empire*, *op. cit.* Sur l'histoire du genre et de la reproduction dans les colonies, cf. par exemple Wildenthal (L.), "Race, Gender, and Citizenship in the German Colonial Empire", in Cooper (F.), Stoler (A.L.), eds, *Tensions of Empire*, *op. cit.* ; Clancy-Smith (J.) et Gouda (F.), ed., *Domesticating the Empire: Race, Gender, and Family Life in French and Dutch Colonialism*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1998.

ont posé la question de la pertinence d'un système colonial quand les hommes, les femmes et les enfants africains étaient en fait soumis aux mêmes régimes de régulation qu'en France ou en Grande-Bretagne ; ce débat sera au cœur de la question coloniale dans la décennie qui suivra la seconde guerre mondiale<sup>54</sup>.

Si pendant un temps, l'étude de la « résistance » avait éclipsé celle de ce à quoi on résistait, certains essaient aujourd'hui de rendre compte de la constitution mutuelle de ces deux phénomènes. Les travaux les plus influents dans cette perspective ont été le fait du collectif d'historiens indiens pour les « études subalternistes ». Influencés par M. Foucault et Antonio Gramsci et prenant le contre-pied des traditions nationalistes et marxistes de l'historiographie indienne, ils ont cherché à montrer comment, en Inde, la gouvernamentalité coloniale a informé les conditions mêmes du recueil et de l'organisation du savoir. Ils ont aussi révélé l'existence d'une gamme de doctrines et de mouvements d'opposition bien plus étendue que ce que les élites nationalistes étaient prêtes à reconnaître. Dans le travail de Ranajit Guha, la forme de pouvoir spécifique aux situations coloniales, qu'il appelle « domination sans hégémonie », a fait naître des formes de contestation politique bien spécifiques de la part des groupes dominés, qui, en raison du caractère non hégémonique de l'Etat, jouissaient d'une considérable autonomie. Ce type d'argument est éclairant mais pas tout à fait convaincant : les régimes coloniaux des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles n'avaient pas les moyens d'une domination fondée sur la coercition que R. Guha leur suppose. Par ailleurs, ils développaient aussi des stratégies hégémoniques, même si celles-ci n'étaient pas toujours très cohérentes. L'histoire des luttes anticoloniales ne peut être réduite à une distinction entre, d'une part, des élites, dont l'opposition serait complètement informée par les catégories de l'ordre colonial, et de l'autre, des groupes dominés qui seraient, eux, autonomes : les formes de l'engagement politique sont infiniment plus complexes. L'idée qu'une « rationalité héritée des Lumières » structurerait le pouvoir colonial et l'opposition à celui-ci n'est qu'une interprétation appauvrie des histoires européennes et afro-asiatiques, et surtout de la façon dont chacune a informé l'autre. Néanmoins, les débats provoqués par les études subalternistes, aussi intenses dans le milieu des historiens indiens

---

54. Cooper (F.), *Decolonization and African Society*, op. cit. Parmi les travaux représentatifs de la nouvelle histoire coloniale et portant sur la France, on peut citer Merle (I.), *Expériences coloniales : la Nouvelle-Calédonie, 1853-1920*, Paris, Belin, 1995 ; Conklin (A.), *A Mission to Civilize: The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Stanford, Stanford University Press, 1997 ; Thompson (E.), *Colonial Citizens: Republican Rights, Paternal Privilege, and Gender in French Syria and Lebanon*, New York, Columbia University Press, 2000.

qu'influents à l'extérieur de ceux-ci, ont insufflé à l'étude des sociétés coloniales un dynamisme qui lui manquait il y a quinze ans<sup>55</sup>.

Dans une large mesure, la perspective ancienne qui privilégiait la structure politique de l'Etat colonial et les économies impériales a été supplantée par l'étude de la dimension culturelle du politique. Et ceux qui continuent de fonctionner dans le cadre marxiste ou néoclassique ignorent les apports de la frange foucauldienne et gramscienne des études coloniales, et réciproquement. Mais l'Etat colonial, en tant que construction historique et objet de recherche empirique, n'a pas pour autant disparu. En ce domaine, l'article de John Lonsdale et Bruce Berman, publié en 1979, « Faire avec les contradictions », a représenté une avancée considérable<sup>56</sup>. Le point de départ de leur réflexion était l'affirmation, alors débattue par les théoriciens marxistes de l'Etat, que l'Etat n'était pas simplement l'instrument du capital mais jouissait d'une « semi-autonomie ». Transposé aux situations coloniales, l'argument de la semi-autonomie eut pour effet de porter l'attention sur le hiatus entre l'Etat impérial, dont le cœur se trouvait en métropole, et les Etats coloniaux qui en étaient le prolongement. Ni l'Etat ni le capital n'étaient homogènes ; les intérêts coloniaux et impériaux pouvaient être différents et les tensions considérables. Surtout, l'Etat colonial avait à faire à plusieurs modes de production, impliquant chacun des acteurs différents. La force de travail ne s'offrait pas spontanément aux capitalistes coloniaux : l'Etat colonial devait trouver le moyen de satisfaire les intérêts des élites indigènes afin de garantir l'accès à la force de travail dont le capitalisme impérial avait besoin. Chaque Etat colonial avait à gérer un ensemble particulièrement complexe de contradictions afin de favoriser « ses » acteurs économiques dans une économie mondiale concurrentielle. Il serait simpliste de supposer que les Etats coloniaux aient parfaitement réussi à surmonter ces contradictions ou que les empires aient pu concilier leurs différentes composantes. Une telle approche a le grand avantage d'explorer la gamme des diverses structures, stratégies et ressources de ces Etats ainsi que l'ensemble de leurs résultats. J. Lonsdale et B. Berman ont permis de dégager l'économie politique d'un certain réductionnisme et de l'appliquer à l'analyse de l'Etat. Leur approche est compatible avec celle de M. Weber ou de M. Foucault et prend en compte le système culturel dans lequel le pouvoir pouvait être exprimé et critiqué.

Mais l'étude des Etats coloniaux continue de produire des analyses qui surprennent par leur rigidité, négligeant le fait que les Etats coloniaux aient constamment transformé leurs modes de gouvernement et leurs idéologies

---

55. Pour une traduction française des ouvrages principaux du collectif des *subaltern studies* et quelques analyses critiques de son apport, cf. Mamadou (D.), dir., *L'historiographie indienne en débat : colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala, 1999.

56. Lonsdale (J.), Berman (B.), "Coping with the Contradictions: the Development of the Colonial State in Kenya", *Journal of African History*, 20, 1979.

en interaction avec leurs sujets. Dans son ouvrage *Citizen and Subject*, Mahmood Mamdani affirme que les régimes coloniaux, tout particulièrement dans les années 1920 et 1930, ont fonctionné comme des « despotismes décentralisés ». Comme l'opposition anticoloniale a eu à agir contre ces structures, la décolonisation a impliqué une déracialisation mais pas une détribalisation. Il oublie que les Africains ont développé des réseaux qui transcendaient les divisions tribales et, de manière encore plus déterminante, que des revendications de citoyenneté ont littéralement explosé à la fin des années 1940 et dans les années 1950. Plutôt que de montrer comment l'héritage colonial a déterminé les structures politiques postcoloniales, il est plus utile, et plus tragique, de souligner les opportunités qui se sont ouvertes à ce moment-là avant de se refermer<sup>57</sup>. Le livre de M. Mamdani, dont le sous-titre est *Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, est un exemple des dangers du « saut dans le futur » : il fait d'un trait structurel des sociétés coloniales, important à un moment donné, une cause déterminante d'un phénomène apparaissant à une date ultérieure, et, ce faisant, oublie toutes les luttes et les réorientations qui ont eu lieu entre ces deux moments.

L'explosion des études coloniales dans les années 1980 et 1990 a représenté un renouvellement mais aussi une source de confusion dans la mesure où le champ s'est détaché de l'analyse de processus pris dans leur temporalité. Or il est problématique de vouloir analyser « la colonialité » à l'œuvre dans un texte tiré de n'importe quelle période. Il ne l'est pas moins d'évacuer la dimension temporelle, surtout quand on croit repérer des formes de « gouvernementalité coloniale » au sein d'une « modernité » aux contours mal définis, et qui semble aller de Diderot à Jacques Derrida. Affirmer, comme le fait Gyan Prakash, que « les lois de la raison et de l'ordre ont en permanence été abolies du fait de leurs remises en cause coloniales » revient à juxtaposer une rationalité occidentale intemporelle avec un ordre colonial non moins intemporel<sup>58</sup>. C'est oublier que la révolution haïtienne, les révoltes d'esclaves et les luttes antiesclavagistes, le refus des travailleurs coloniaux de se conformer aux cadres qui leur étaient imposés et tout un ensemble de mouvements ont contribué à transformer la façon dont on pouvait penser la citoyenneté, le travail et le lien social en Europe mais aussi les pratiques dans les colonies et les ex-colonies. Ces positions avancent une critique utile d'un « progrès » continu qui mènerait de l'Empire à la nation. Mais elles posent de nombreux problèmes (le choix arbitraire des cas étudiés, les sauts dans le temps, l'absence de prise en compte de la

---

57. Young (C.), *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven, Yale University Press, 1994 ; Mamdani (M.), *Citizen and Subject*, Princeton, Princeton University Press, 1996. On trouvera un débat sur le livre de M. Mamdani dans *Politique africaine*, 73, 1999.

58. Prakash (G.), "Introduction", in Prakash (G.), ed., *After Colonialism: Imperial Histories and Postcolonial Displacements*, Princeton, Princeton University Press, 1995, p. 3.

temporalité) qui conduisent à négliger la dynamique des luttes au cours des deux derniers siècles. Une variante consiste à pratiquer une forme d'abstraction plus radicale encore et à se détourner de l'analyse des déterminants historiques et institutionnels de la situation coloniale proposée par un G. Balandier au profit d'une « critique de la modernité » ou encore d'une « ethnographie de la modernité ». Ici, on perd complètement de vue les structures, les acteurs et le principe même de causalité<sup>59</sup>.

*Des situations coloniales : élargir les perspectives sur l'Empire*

Si toutes ces analyses associent le colonialisme avec la modernité, la rationalité des Lumières ou le libéralisme, c'est en partie parce que les études coloniales et post-coloniales ont privilégié l'étude des empires de l'Europe occidentale des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. L'Inde britannique et l'Afrique française et anglaise occupent une place centrale dans ces travaux. Certes, il existe un ensemble tout à fait riche de recherches sur les empires ibériques à partir du seizième siècle, mais elles sont rarement mises en regard de nos connaissances sur des périodes plus récentes. On peut pourtant dépasser cet « occidentalisme » et explorer comment des « centres » impériaux d'un autre type (de la Chine ancienne jusqu'aux Etats-Unis d'aujourd'hui) se sont distingués de leurs « périphéries » et comment des individus et des groupes situés à la périphérie ont influencé les pratiques culturelles et politiques du centre et ont tenté de transformer leurs relations avec les élites au pouvoir.

Les empires, par nécessité, devaient en permanence produire de la différence : celle-ci ne prenait pas forcément la forme d'une distinction entre « soi » et « les autres ». Le gouvernement des colonies supposait certes partout l'exercice d'une domination. Mais celle-ci était extrêmement complexe, en raison de formes d'autorité héréditaire, de modes de gouvernement qui toléraient des structures privées au sein de l'empire ou qui s'appuyaient sur l'existence de réseaux ou de groupes organisés selon des lignes ethniques, ou encore recrutaient du personnel administratif de haut rang au sein des peuples conquis. Tout cela rendait les distinctions entre « dominants » et « dominés », « *insiders* » et « *outsiders* » extrêmement ambiguës. Ces indéterminations représentaient à la fois un atout et une menace pour le pouvoir central. En ce domaine, on pourrait élaborer des analyses comparatistes très utiles à partir de l'étude des empires chinois et ottoman, du fonctionnement administratif de la Compagnie hollandaise des Indes orientales et des empires contigus qui se sont constitués sur le

---

59. La notion de « modernité » est sans doute devenue le mot creux le plus usité. Cf. Chakrabarty (D.), *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000 et Appadurai (A.), *Modernity at Large, op. cit.*

continent européen, tels les empires napoléonien, habsbourgeois ou russe<sup>60</sup>. Il serait prématuré de distinguer les « vieux empires », portés par les aristocraties ou des dynasties, européennes ou non, et les « nouveaux empires » qui seraient le fait d'un capitalisme en expansion et de formes d'organisation du pouvoir sur une base « nationale ». Ces différentes formes impériales se sont superposées les unes aux autres. Elles avaient à faire face aux mêmes problèmes structurels. En effet, elles devaient contrôler leurs propres agents, prendre en compte les structures indigènes de production et de maintien de l'ordre, dégager des profits du commerce entre les empires sans perdre tout contrôle sur l'économie, et développer des doctrines qui permettent de concilier deux contraintes contradictoires : la reproduction des distinctions au sein des populations de l'empire, et la construction d'une appartenance à la communauté politique au niveau de l'empire dans un contexte où la notion de citoyenneté gagnait toujours davantage de terrain en Europe<sup>61</sup>.

Ce n'est pas beaucoup demander aux historiens de l'Europe que de reconnaître l'importance des colonies. Mais c'est tout autre chose que de leur suggérer de repenser le processus d'expansion de l'Etat-nation. Envisager la révolution haïtienne comme liée à la Révolution française parce que la première a immédiatement remis en cause l'univers d'application des droits universels, en métropole et outre-mer, c'est appeler à un renouvellement historiographique bien plus radical<sup>62</sup>. Les « vieilles colonies » héritées de l'Ancien régime, les territoires limitrophes ou plus distants conquis par Napoléon et les populations soumises à la suite de la conquête de l'Algérie ont participé à la constitution d'une « population française » qui n'a jamais été ni homogène ni clairement divisée entre des « Français » et des « autres », entre des sujets et des citoyens, mais qui au contraire était composée de différents éléments, constamment définis dans une interaction. Même en Algérie, où la distinction sujet/citoyen a été inventée, chaque statut

---

60. Barkey (K.), Hagen (M. von), eds, *After Empire: Multiethnic Societies and Nation-Building*, Boulder, Westview, 1997 ; Brower (D), Lazzerini (E.), eds, *Russia's Orient: Imperial Borderlands and Peoples, 1700-1917*, Bloomington, Indiana University Press, 1997 ; Burbank (J.), Ransel (D.), eds, *Imperial Russia: New Histories for the Empire*, Bloomington, Indiana University Press, 1998 ; Tanaka (S.), *Japan's Orient: Rendering Pasts into History*, Berkeley, University of California Press, 1993 ; Elliott (M.), *The Manchu Way: The Eight Banners and Ethnic Identity in Late Imperial China*, Stanford, Stanford University Press, 2001 ; Göçek (M.), *Rise of the Bourgeoisie, Demise of Empire: Ottoman Westernization and Social Change*, New York, Oxford University Press, 1996 ; Young (L.), *Japan's Total Empire*, Berkeley, University of California Press, 1998.

61. Adams (J.), "Principals and Agents, Colonialists and Company Men. The Decay of Colonial Control in the Dutch East Indies", *American Sociological Review*, 61, 1996 ; Salzmann (A.), "Citizens in Search of a State: the Limits of Political Participation in the Late Ottoman Empire", in Hanagan (M.), Tilly (C.), eds, *Extending Citizenship, Reconfiguring States*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1999.

62. Du Bois (L.), *Les esclaves de la République. L'histoire oubliée de la première émancipation, 1789-1794*, Paris, Calmann-Levy, 1998.

contenait en lui-même la possibilité de l'autre. Et les contestations indigènes, tout autant que les mouvements métropolitains en leur faveur, ont veillé à maintenir la plasticité des statuts, comme ce fut le cas au moment de l'abolition de l'esclavage en 1848 et de l'inclusion des anciens esclaves dans la communauté des citoyens. La colonisation, comme l'a montré Alice Conklin, n'a pas simplement eu lieu en parallèle de l'histoire de la III<sup>e</sup> République, sans lien avec son idéologie, mais a au contraire été objet d'un débat théorique et d'élaborations de projets concrets au sein des institutions républicaines<sup>63</sup>.

En France (mais on pourrait dire la même chose de la Chine), il est difficile de déterminer à quel moment et dans quelle mesure l'Etat-Nation s'est différencié de l'Etat-empire avant le mouvement de décolonisation. Depuis la Révolution française, il est possible de faire coïncider l'Etat et la communauté politique, au moins d'un point de vue théorique. Mais la révolution haïtienne a immédiatement souligné la fragilité de ce lien avant que Napoléon n'élargisse le répertoire des formes possibles d'incorporation et d'acculturation. Parallèlement, les opposants à l'impérialisme n'avaient pas toujours pour objectif de faire advenir des Etats-nations : certains auraient préféré maintenir une organisation impériale tout en la réformant ; d'autres voulaient promouvoir des formes d'affiliation politique déterritorialisées<sup>64</sup>. La citoyenneté d'empire, à l'intérieur de « la plus grande France », était une catégorie politique pertinente en Afrique francophone, au nom de laquelle syndicats et groupements politiques formulaient des revendications de plus en plus radicales. C'est seulement au moment de la guerre d'Algérie que l'alternative entre le maintien du vieil ordre colonial ou la réforme d'un empire maintenu mais réorienté dans la voie de l'intégration perdit toute pertinence. En ce sens, ce n'est qu'en 1962 que la France est devenue un Etat-Nation.

Les impérialismes ont été en relation les uns avec les autres. Ces interactions ne se faisaient pas seulement au niveau de la haute diplomatie mais dans le transfert d'idéologies et de valeurs. Les manières de gérer les sociétés coloniales pouvaient se trouver bouleversées dans certaines conjonctures. Par exemple, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des trajectoires impériales différentes se sont croisées au moment de la conquête de l'Afrique, de la recolonisation des Philippines et de Porto Rico par les Etats-Unis, des efforts avortés de réforme dans l'empire ottoman, des Romanoff ou des Habsbourg, de la

---

63. Conklin (A.), *A Mission to Civilize, op. cit.*

64. Ceci est illustré à la fois par les mouvements réformistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'empire des Habsbourg et l'utilisation de la notion de citoyenneté comme instrument de contestation et de mobilisation par les dirigeants de l'AOF dans les années 1946-1956. Cf. Judson (P.), *Exclusive Revolutionaries: Liberal Politics, Social Experience, and National Identity in the Austrian Empire, 1848-1914*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996 et Cooper (F.), *Decolonization and African Society, op. cit.*

montée des tensions entre un impérialisme japonais en expansion et un impérialisme russe à bout de souffle et enfin des crises de l'empire chinois, générées par des chocs externes et des sources de contestation interne. De même, la rapidité de la décolonisation dans les quinze années qui ont suivi la seconde guerre mondiale doit être comprise comme le résultat d'une dynamique conjoncturelle et interactive à grande échelle<sup>65</sup>.

Enfin, les empires ont mis en place des circuits parcourus par des individus, des biens et des idées. Ces circuits avaient beau être centrés sur la capitale de l'empire, ils pouvaient en permanence être détournés par des commerçants ou des fonctionnaires de second rang. De plus, les empires étaient traversés par des mouvements de circulation qu'ils ne contrôlaient pas : ce fut le cas notamment des *diasporas*, celle des commerçants chinois en Asie du sud-est ou celle, générée par l'impérialisme et l'esclavage, qui a créé des liens entre Africains-Américains à travers le monde atlantique. Benedict Anderson a fait usage de la notion de circuit pour décrire les origines du nationalisme créole, mais il s'agit seulement là de l'une des formes d'imaginaire politique qui traversent les systèmes coloniaux<sup>66</sup>. Le modèle uniforme d'une transition en longue durée de l'empire vers la nation risque de négliger la diversité de ces imaginaires politiques au profit d'une reconstruction téléologique et uniformisante. Considérer la situation coloniale au pluriel ne revient donc pas à gommer l'importance des formes spécifiques de colonisation qui se sont diffusées à partir de l'Europe des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Il s'agit au contraire de mieux comprendre justement la centralité de ce phénomène, mais aussi ses limites.

\*

\*   \*

A l'époque de la décolonisation, l'histoire coloniale a butté sur deux obstacles majeurs. Des années 1950 aux années 1970, l'idéal de la modernisation a occulté la prise en compte du fait colonial. Dans les années 1980 et 1990, l'idée de modernité a entravé une approche proprement historique. Le projet formulé par G. Balandier en 1951 fut pour un temps mis sous le boisseau de l'espoir d'un avenir meilleur. La violence qui marqua la fin de la période coloniale en Algérie ainsi que le passage d'un impérialisme

---

65. Joseph (G.), Le Grand (C.), Salvatore (R.), eds, *Close Encounters of Empire: Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, Durham, Duke University Press, 1998 ; Judson (P.), *Exclusive Revolutionaries*, op. cit. ; Deringil (S.), *The Well-Protected Domains: Ideology and Legitimation of Power in the Ottoman Empire 1876-1909*, London et New York, Tauris, 1998 ; Duus (P.), *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895-1910*, Berkeley, University of California Press, 1995.

66. Anderson (B.), *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996 [traduction de *Imagined Communities*, Londres, Verso, 1983].

modernisateur à une souveraineté dans la dépendance pour les pays d'Afrique subsaharienne ont produit des phénomènes de dénégation, persistant après la chute des empires. Depuis peu, on considère l'impérialisme comme le reflet peu ragoûtant de la modernité : cela conduit à confondre la multiplicité des processus coloniaux et les conséquences plus ou moins durables de toutes les stratégies d'évitement et de luttes anticoloniales dans une « métahistoire » mal définie, au détriment de l'analyse des situations concrètes dans lesquelles agissent les individus. La dimension la plus féconde des « nouvelles » recherches sur les situations coloniales, par rapport aux travaux plus « anciens », consiste à mettre en question la position de l'observateur, en prenant en compte non seulement les préjugés socialement construits mais aussi, plus fondamentalement, la façon dont les formes du savoir et les représentations du changement sont elles-mêmes le produit d'une histoire dans laquelle l'impérialisme occupe une place centrale.

Mais si l'on se tourne vers les recherches menées dans les années 1950, on est frappé par l'intensité de l'engagement politique et la conviction des intellectuels que ce qu'ils avaient à dire comptait. Ils avaient pour objectif d'informer les discours, de critiquer certaines formes d'intervention, de dénoncer l'oppression ou l'indifférence, de réformer les structures politiques et économiques dans la mesure du possible, d'identifier les conséquences inattendues de telle ou telle intervention, et, surtout, d'affirmer haut et fort que les modes d'exercice du pouvoir à travers le monde devaient être repensés et transformés. Cet ensemble de travaux, qu'il s'agisse de la théorie de la modernité ou de la notion de situation coloniale développée par G. Balandier, se voulait un appel à l'action. Et c'est à l'aune de leur influence concrète et de leurs effets qu'ils ont été et doivent être examinés et critiqués. Aujourd'hui, après avoir dénoncé le colonialisme comme le revers de la médaille de la rationalité héritée des Lumières, on a du mal à savoir ce qu'il faut faire.

Réexaminer l'article de G. Balandier en 1951, c'est se replonger dans un moment où ce qui était en cause en politique internationale, c'était la définition même du possible. En 1940, les empires comme forme d'organisation politique allaient de soi. En 1951, leur existence même et leur avenir étaient mis en cause : partout il y avait des conflits pour maintenir, réformer ou éliminer les systèmes coloniaux. A partir des années 1960, au niveau mondial, avait eu lieu une transformation des valeurs : l'empire colonial n'était plus considéré comme une forme d'organisation politique légitime ou viable. Ce processus eut des effets non seulement sur les structures politiques mais aussi sur la façon dont on pouvait parler des individus et de leurs rôles dans la société. Bien sûr, en permanence, on voit revenir des manières de considérer certains groupes comme irrémédiablement « autres ». Elles affleurent souvent sous la surface des

discours dans les représentations médiatiques ou les débats universitaires. Ces formes d'exclusion sont tout aussi violemment critiquées aux Etats-Unis et en Europe que dans les anciennes colonies. Parallèlement, les Africains doivent faire face au danger contraire qui est celui de modèles unifiés de comportement politique ou économique, au sein desquels les individus et les unités territoriales doivent évoluer dans un marché mondial et un système de souveraineté généralisée. Ces modèles sont présentés comme inéluctables : les individus et les gouvernements doivent les adopter ou disparaître<sup>67</sup>. A. Césaire l'avait bien compris dès 1956, qui écrivait qu'« il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l'universel<sup>68</sup>. » L'article de G. Balandier essayait de comprendre les incertitudes et la complexité d'une période marquée par le changement. Il soulignait avec force que les Africains n'étaient pas enfermés dans des appartenances tribales. Ils évoluaient au sein d'un système de pouvoir exercé sur un vaste territoire et mettant en œuvre un système de ressources symboliques constitué à une échelle plus large encore, mais cela ne les empêchait pas d'élaborer des stratégies à l'intérieur de ce système et de le remettre en cause. Cinquante ans plus tard, la contribution de G. Balandier conserve l'actualité d'un travail à la fois engagé et rigoureux.

---

67. Samuel Huntington a réinvesti récemment ce thème avec beaucoup de succès (Huntington (S.), *The Clash of Civilizations*, New York, Simon and Schuster, 1996). Ce texte cherche moins à décrire un « choc » qu'à en créer un.

68. Césaire (A.), *Lettre à Maurice Thorez*, Paris, Présence africaine, 1956, p. 15.